Première Année, N° 5 — 15 Avril au 15 Mai 1926

LA NOUVELLE REVUE SOCIALISTE

REVUE MENSUELLE DU MOUVEMENT SOCIALISTE INTERNATIONAL

SOMMAIRE :

CHRONIQUES

Le Numéro - 160 pages - 4 Fr.

PARIS — 41, Rue Saint-André-des-Arts (6e)

REVUE DES REVUES

REVUES FRANÇAISES

LA VIE SOCIALISTE (25 mars).

Notre camarade *Marcel Déat* revient sur l'élection de la Marne qu'il avait déjà discuté dans un précédent numéro. Il se défend non sans quelque âpreté contre les critiques dont il est l'objet dans le Parti. C'est son droit et nous sommes au surplus tout à fait d'accord avec notre ami Zoretti qui observe fort judicieusement, dans *Le Pays normand* — l'excellent hebdomadaire de nos camarades du Calvados et de l'Orne — qu'on ne saurait sans injustice, faire de Déat, le bouc émissaire de toutes les fautes contre la discipline commise depuis quelque temps dans le Parti.

Mais pourquoi notre camarade Déat, dont nous savons la valeur et la sincérité se laisse-t-il aller aux sempiternelles railleries sur les « partisans du tout ou rien », les « gardiens de la flamme » ? Ce n'est pas digne de lui. Il plaide assez logiquement la nécessité d'un minimum de programme commun entre socialistes et radicaux « cartellistes ». Mais toute la question est de savoir si le cartel était nécessaire, admissible, dans une élection à deux tours de scrutin surtout. Cette abdication du caractère de classe fondamental de notre Parti pouvait être évité dans la Marne. Et, contrairement à ce que dit Déat, l'expérience du 2e secteur parisien, accomplie dans les actuelles conditions déplorables du milieu parisien ne confirme nullement sa thèse, pour tous ceux qu mettent les progrès de la conscience socialiste au-dessus des succès immédiats.

Henry Hauck développe de façon fort intéressante l'idée à laquelle il s'est attaché sur l' « organisation scientifique du travail dans le Parti ».

Le même numéro publie divers documents intéressants à propos du « front unique », y compris une lettre de Renaudel à Paul Faure, assimilant fort inexactement, à notre avis, au « front unique » des manifestations comme celle de la célébration de la commune le 18 mars à Vitry.

(1er avril). — *Renaudel* s'efforce de justifier son attitude et celle des élus, qui ont voté avec lui le 31 mars, en critiquant la thèse de l'abstention qui a recueilli l'adhésion de la grande majorité du groupe parlementaire. Toutes réserves faites sur le fond du débat, on ne peut que regretter la *rupture de l'unité de vote* des élus, que Renaudel a préconisée et qui, dans la situation politique actuelle devrait être par-dessus tout évitée.

S. Grumbach consacre un article d'un étonnant optimisme à la dernière session de la S. D. N. Ce docteur Pangloss trouve que tout est pour le mieux dans la meilleure des Sociétés des Nations ou à peu près. Il nous déclare, le plus sérieusement du monde, qu'à la dernière réunion de Genève « aucune chance de paix n'a été réellement compromise ». Allons !, tant mieux. Ce qui est plus grave, c'est que Grumbach n'a pas trouvé un mot pour flétrir les sinistres intrigues de ces messieurs du Quai d'Orsay avec la Pologne, dans lesquelles Briand a eu la faiblesse de se laisser entraîner et qui sont à l'origine de toutes les difficultés de la dernière réunion de la S. D. N. Point n'est besoin d'être « communiste » ou « nationaliste » pour s'élever contre ces

incorrigibles diplomates impérialistes; il suffit de se souvenir de ce que nous ont enseigné tous nos maîtres en socialisme — de Marx à Jaurès.

Emmanuel Lévy expose d'une manière un peu trop sommaire — mais évidemment la place lui était mesurée — sa conception de la « base juridique du socialisme », qu'il défend depuis trente ans et qui inspire tout son enseignement à l'Université de Lyon.

(8 avril). — *Renaudel* s'efforce à nouveau de se justifier du reproche d'indiscipline qu'un certain nombre de camarades ne manquèrent pas de lui adresser à la suite du vote du 31 mars. Il base surtout son argumentation sur la contradiction qu'il découvre entre la décision précédente du groupe parlementaire se prononçant à l'unanimité pour l'éviction de la taxe sur le chiffre d'affaires et l'abstention sur cette même question le 31 mars. Il indique au surplus très clairement que l'arrière-pensée de la participation ministérielle a déterminé son action. C'est bien ce que nous pensions. Et c'est pour nous une raison décisive d'approuver l'attitude préconisée par notre camarade Léon Blum et qu'a suivi la grande majorité du groupe.

Le même numéro contient le compte rendu, d'après l'*Officiel*, du discours de *Vincent Auriol* sur l'augmentation de la taxe sur le chiffre d'affaires et le vote des élus à l'issue du débat.

La Révolution prolétarienne (avril).

P. Monatte poursuit sa campagne en faveur de l'unité syndicale dans un article où il analyse les forces unitaires constituées d'une part par les « hérétiques » communistes-syndicalistes de la C.G.T.U. et la « gauche » de la C.G.T. Il relève fort bien, en passant, le machiavélisme puéril des moscovites en général et de Suzanne Girault en particulier, recommandant de « susciter des fractions communistes dans les syndicats confédérés ». A vrai dire, ce « noyautage » n'a jusqu'ici rien donné...

Un militant normand décrit « Le Réveil de Fécamp » dont les diverses corporations ont déclanché un mouvement de grève fort intéressant dans un bel esprit d'union prolétarienne.

Hairius flétrit « le scandale » de la propagande démagogique et par excellence « petite-bourgeoise » poursuivie par le parti communiste auprès des petits commerçants du 2e secteur. Il prévoit le moment proche où nos farouches « léninistes » défendront les petits rentiers contre l'Etat et les petits patrons contre les « consortiums ».

A. Rosmer consacre un excellent article au « plaidoyer d'un criminel », à propos des souvenirs de Poincaré. Il précise de manière parfaite les charges accablantes que malgré toutes ses dénégations, font peser sur le triste personnage la correspondance de cette « canaille d'Isvolsky », comme disait Jaurès, publiée dans le *Livre Noir*. Il est et restera Poincaré-la-Guerre, ainsi que Mayéras l'a si bien baptisé un jour.

Revenant sur le « suicide de Delagrange », *Monatte* précise une fois encore les responsabilités des dirigeants moscovites dans cette sinistre affaire. *Maurice Chambelland* nous montre la C.G.T.U. de plus en plus entraînée vers « le syndicalisme de secte » et pronostique, si cela continue, « la disparition de la C.G.T.U. en tant qu'expression de la classe ouvrière organisée.

R. Lauzon polémique abondamment avec Japolsky des *Cahiers du Bolchévisme* sur : « Où va la Nep ? »

Jean Longuet.

REVUES ANGLAISES

The Labour Magasine (avril).

Herbert Tracey nous donne une fort instructive conversation qu'il a eue avec *Herbert Smith*, le très vivant et sagace Président de la Fédération des Mineurs de la Grande-Bretagne, à propos du récent « Rapport de la Commis-

sion des Charbons ». Smith discute avec force et précision ses conclusions pour solutionner la crise houillère anglaise. Les patrons demandaient de leur côté aux mineurs : 1° de travailler une heure de plus par jour sans augmentation de salaire ; 2° que le taux des salaires soit, par ailleurs, réduit depuis un demi-shilling jusqu'à 15 shillings par semaine, d'après les bassins ; 3° qu'une réduction de 10 p. 100 des frais fût opérée ; 4° que les taux des transports fussent réduits d'un quart, les salaires des cheminots subissant une réduction correspondante.

Ces propositions des employeurs n'ont pas été retenues par la Commission. Elle a formulé les siennes. C'est aux parties en cause : le gouvernement, les patrons et les mineurs de dire maintenant quel est leur avis.

Smith constate tout d'abord que le rapport officiel venge les mineurs des sottes calomnies répandues contre eux dans une partie de la presse. Il proclame que les ouvriers ne sont en rien responsables de la crise actuelle et qu'il n'y a pas un atome de vérité dans les histoires colportées par les ennemis des travailleurs sur un prétendu complot « pour restreindre la production » afin de contraindre l'Etat à donner « la mine aux mineurs ». Loin d'avoir fait du sabotage, les mineurs ont accru leur production par heure « *naturelle conséquence, constate le rapport, de la réduction des heures de travail* ». La Commission demande aux compagnies d'accomplir d'importantes réformes dans leurs méthodes de production. Elle pense que le charbon, par une meilleure organisation, pourrait être extrait à bien meilleur compte, si on « amalgame » les entreprises, si on supprime les petites extractions travaillant à perte, si on savait mieux utiliser les sous-produits, si on coordonnait les rapports entre l'industrie houillère et les autres industries, si la distribution du charbon était organisée d'une manière plus scientifique.

Mais, en même temps, la Commission demande aux mineurs de supporter les conséquences économiques de ces réformes, par des « ajustements de salaire » alors que les propriétaires de mines et le public bénéficieront seuls de ces améliorations. Herbert Smith se refuse à envisager cette partie des solutions proposées.

Notre camarade *Tseretelli*, le leader bien connu du socialisme géorgien, qui fut longtemps un des militants les plus en vue du parti menchévik russe (à la 2e Douma, il fut l'un des leaders de son groupe parlementaire), publie la première partie d'une analyse très approfondie et très serrée des récents débats du congrès communiste russe et de la vive controverse élevée entre la majorité groupée derrière Staline et la minorité ayant à sa tête Zinovieff et Kameneff.

L'article, très documenté, est des plus utile à consulter.

Alice Stopfor Green consacre une étude enthousiaste au premier volume de ses mémoires que Béatrice Weeb — la distinguée compagne et collaboratrice de Sydney Webb — vient de publier sous ce titre : « Mon apprentissage ». C'est un ouvrage magistral auquel la *Nouvelle Revue Socialiste* consacrera bientôt un compte rendu.

THE SOCIALIST REVIEW (février).

Cet organe mensuel de l'I L. P. paraît transformé et très amélioré sous la nouvelle direction de *John Strachey*, le fils du célèbre écrivain conservateur, directeur du *Spectator*, la grande revue tory. John Strachey est l'un de ces intellectuels brillants que le Socialisme britannique a récemment conquis parmi les représentants des grandes familles parlementaires d'outre-Manche, les Baldwin et les Curzon.

Dans son article inaugural de directeur, Strachey précise éloquemment le but et les moyens du mouvement ouvrier britannique et choisit cette occasion de repousser avec force la « doctrine faible et fataliste de désespoir » qu'exprime Trotsky, dans son récent livre sur l'Angleterre.

Charles Trevelyan, qui fut le remarquable ministre de l'Instruction publique de Mac Donald, se livre à une véhémente critique de la politique de son successeur conservateur lord Percy, qui prétend réaliser de redoutables économies budgétaires sur le dos des enfants de la classe ouvrière. Il relève les vives

critiques que dans le milieu tory lui-même ces économies « ruineuses » ont soulevées.

Trevelyan observe que, des trois buts immédiats que poursuit le socialisme britannique : un enseignement suffisant, un logement convenable et des vacances pour tous, c'est le premier qui tient le plus au cœur de cette fraction importante des classes moyennes que notre Parti effraie souvent et que nous pouvons ainsi conquérir.

Otto Bauer a précisé d'admirable façon l'attitude du socialisme international en face de la Russie des Soviets, attitude également éloignée d'une hostilité systématique et aveugle contre la République des Soviets ou d'une complaisance coupable pour les fautes, voire les crimes du bolchévisme. Son remarquable article de l'*Arbeiter Zeitung* a été en partie traduit par la *Socialist Review*. « Unanimes, écrit-il, à crier à la réaction capitaliste : « Haut les mains ! » devant la Russie soviétique, nous ne sommes pas moins résolus à arracher au régime bolchévique la libération des milliers de camarades socialistes qui gémissent dans ses cachots ou ses bagnes. Dans deux pays seulement d'Europe, c'est un crime d'appartenir à un parti socialiste : en Italie et en Russie. »

Investigation analyse de façon fort intéressante le mouvement fasciste (ou pseudo-fasciste) en Angleterre.

Il comprend deux organisations principales. L'une est les « Fascistes nationaux » qui se déclarent les purs émules des... brigands italiens. Ce sont eux qui, un beau jour, enlevèrent et renversèrent dans un fossé un camion du *Daily Herald*. Ils paraissent n'être que quelques centaines dans toute l'Angleterre. Et il n'y a guère à les prendre au sérieux. L'autre organisation, les « Fascistes britanniques », mérite davantage qu'on l'étudie. Elle paraît compter quelques dizaines de milliers d'adhérents et se défend de vouloir appliquer en Angleterre les méthodes sauvages de Mussolini. Elle déclare ne vouloir combattre que les « communistes », qui « menacent l'Empire ». Mais il paraît bien qu'à leurs yeux nombre de simples travaillistes sont de redoutables « communistes ». Ils paraissent surtout devoir jouer le rôle de « briseurs de grève », en cas d'un mouvement de grève générale. Il ne faut ni ignorer l'existence de ce groupement, ni le prendre trop au sérieux. Au fond, le vrai danger pour le travail est moins chez les fascistes que dans la « droite conservatrice » qui, elle, dispose d'un large soutien dans la presse.

E. John Strachey consacre un magistral article à la réfutation du livre et Trotsky sur l'Angleterre. Il observe au préalable que tous les raisonnements du chef bolchévik reposent sur l'hypothèse d'un effondrement économique certain de l'Angleterre.

Que le commerce et l'industrie s'y relèvent, et c'est toute la thèse bolchévik qui, au contraire, s'écroule !

L'ancien commissaire de la guerre, pour appuyer sa thèse, accommode l'histoire à sa façon. Selon lui, si nombre de réformes importantes ont été conquises en Angleterre sans révolution, c'est que les Anglais ont bénéficié des révolutions faites au même moment par d'autres peuples... Si on peut admettre, à la rigueur, que la réforme électorale fut, dans une certaine mesure, une conséquence de la Révolution française, qui croira que l'extension du droit de suffrage en 1868 fut le résultat de la guerre de Sécession américaine ou que la montée du Labour Party en 1906 a été déterminée par la première Révolution russe ?

Strachey commente avec philosophie les torrents d'outrages que, à la manière moscovite, Trotsky déverse sur Mac Donald, Sydney Webb et autres, pour leur « fabianisme ». Si cette conception peut reposer sur un *optimisme social excessif* (avec l'idée que les hommes n'agissent pas toujours aveuglément d'après leurs intérêts de classe ou leurs intérêts personnels). Pour moi, demande Strachey, cette philosophie serait-elle « vile et hypocrite ». Et ses fidèles atteints de « bassesse morale ».

Trotsky insiste sur la nécessité où sera un gouvernement travailliste voulant réaliser des réformes fondamentales d'employer la force pour briser la résistance des possédants. C'est possible, observe justement Strachey ; mais

combien la majorité ouvrière, appuyée sur la toute-puissante machine gouvernementale et représentant plus de la moitié de la nation, aura une autre situation stratégique que si les travailleurs voulaient employer la force contre un gouvernement conservateur régulièrement élu et maître du pouvoir !

Jean LONGUET.

REVUES DE LANGUE ALLEMANDE

LA GESELLSCHAFT (*Berlin*). (avril).

Hermann Müller-Franken publie une longue étude sur le parlementarisme en Allemagne.

Examinant scrupuleusement la vie de la jeune République allemande depuis la Révolution de 1918, Müller-Franken conclut à la solidité du régime.

Le régime parlementaire a cependant connu en Allemagne, comme dans bien d'autres pays depuis la guerre, des difficultés redoutables. La crise financière, l'occupation de la Ruhr firent naître des pensées de retour à l'ancien régime ou d'appel à un dictateur dans une certaine partie de l'opinion publique, mais le régime trouva assez de force pour franchir ces passes difficiles.

Sans doute, les gouvernements sont-ils particulièrement instables, mais ce n'est pas un phénomène particulier à l'Allemagne et bien d'autres pays soumis au régime parlementaire ont connu ou connaissent encore l'instabilité ministérielle ou des gouvernements de minorité.

Le régime est cependant susceptible de modifications. Il existe au Reichstag un assez fort mouvement en faveur d'une modification du système électoral. C'est d'ailleurs moins la représentation proportionnelle qui est en jeu que l'étendue des circonscriptions électorales qui, en Allemagne, sont fort vastes. Nombreux sont ceux qui voudraient revenir à des circonscriptions plus étroites ou même au scrutin uninominal avec représentation proportionnelle utilisant les restes pour une liste d'Empire. Ce dernier système permettrait notamment le jeu des élections partielles fort utiles dans une démocratie.

Les réactionnaires voudraient, de leur côté, donner une grande importance à la représentation des Etats.

Ainsi, l'évolution du régime parlementaire en Allemagne n'est pas si sensiblement différente de l'évolution que la France a connue. L'important, c'est que le régime démocratique tant combattu apporte, ainsi que le constate avec satisfaction Müller-Franken à la fois un renforcement de l'unité nationale allemande et un renforcement de la volonté pacifique de ce pays.

LA KAMPF (*Vienne*) (mars).

La vaillante revue socialiste autrichienne contient un excellent article de notre ami *Zyromksi* sur la situation politique, économique et sociale en France. Il a rassemblé là en quelques pages l'essentiel de ces constatations que nos camarades ont souvent entendu développer par lui dans les assemblées et dans les journaux socialistes. Une telle étude était nécessaire pour éclairer sur la situation en France la religion des partis socialistes étrangers.

Dans un article intitulé « La Presse libre et la Presse corrompue », *Austerlitz* marque combien est insuffisante la notion de liberté de la Presse et comment le capitalisme détourne à son profit cette conquête démocratique pour la contrainte qu'il exerce du fait de sa puissance économique.

Seule la presse socialiste, par son caractère, peut être une presse libre et combattre vigoureusement la presse corrompue dont l'action est l'une des plus néfastes pour le prolétariat.

Léo LAGRANGE.

LA REVUE D'HISTOIRE MODERNE

(Rieder, Editeur)

La *Revue d'Histoire moderne* qui vient de paraître chez Rieder, contient une très intéressante étude de Plages, sur « l'Affaire du Luxembourg ».

Tout d'abord rappelons que le ministère des Affaires étrangères publie avec une sage lenteur une série de volumes sur « les origines diplomatiques de la guerre de 1870-1871 ».

17 volumes parus — d'autres vont suivre incessamment.

Ils contiennent des documents intéressants sans dissimulation d'aucune sorte.

Les derniers volumes traitent d'une période particulièrement critique sur Napoléon III, et sur la France — la période de Sadowa — à l'aboutissement de l'affaire du Luxembourg.

Monsieur G. Pages, dans un saississant résumé, nous rapporte les textes exacts des conversations de notre ambassadeur Benedetti et de Bismark. Elles sont du plus vif intérêt, et certaines réponses de Bismark sont curieuses devant les revendications françaises. Il fait porter porter ses objections sur le projet d'une cession du Luxembourg contre compensation au roi des Pays-Bas. Il déclare relativement qu'il ne voit pas comment on pourrait indemniser celui-ci. Il suggère cependant un expédient? De trouver dans le Palatinat un équivalent du Luxembourg, soit par nous, soit par le roi des Pays-Bas.

« Les origines diplomatiques, dit M. Pages, nous permettent de compléter l'analyse d'une dépêche de Benedetti du 29 avril, analyse faite par Bismark d'une forme incomplète et tendancieuse. On voit alors les beautés de la diplomatie secrète et toute la splendeur d'un gouvernement impérial. On sait que par des instructions secrètes, Benedetti devait s'efforcer d'obtenir, la cession de Landau, Sarrelouis, Sarrebruck et le pauvre Duché du Luxemburg — et la faculté d'annexer ultérieurement la Belgique — en offrant à la Prusse, comme contre-partie, une alliance offensive et défensive.

Et ces prétentions insensées ont été exigées au lendemain de la grande victoire prussienne sur l'Autriche!

Et la vie d'un peuple tout entier se trouvait engagée dans une politique folle, par la volonté d'un seul homme et quel homme : Badinguet.

La diplomatie secrète a toujours été un danger. Elle a toujours abouti à la guerre. C'est pourquoi l'étude de G. Pages est si suggestive. Elle fait lire les « origines diplomatiques de la guerre 1870-1871 » et il y a peu de lectures aussi profitables et provoquant autant de réflexions que celle-ci.

La conclusion qui s'impose est la suivante :

Il y aura une diplomatie secrète tant qu'il y aura une société capitaliste. Seul, le socialisme nous débarrassera de ce fléau.

Robert-Jean Longuet.